

# Charonne, le 8 Février 1962...

**1962.** Les fascistes de l'OAS (organisation de l'armée secrète) multiplient les attentats en Algérie et en Métropole afin d'empêcher toutes nouvelles négociations avec le GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne) et imposer son objectif de l'« Algérie française ».

Les forces de gauche se mobilisent.

Le 7 Février 1962 10 attentats sont commis à Paris par l'OAS, visant des élus du PCF, des universitaires, des journalistes, des officiers, le Ministre Malraux (la bombe destinée à ce dernier blessera très grièvement une fillette de 4 ans).

Une manifestation contre l'OAS et pour la paix en Algérie est organisée le 8 Février 1962,

place de la Bastille à Paris. Les manifestants souhaitent un rassemblement pacifique.

Mais la répression sera terrible, d'une sauvagerie extrême. Les manifestants seront poursuivis à coups de matraques jusque dans les cafés, les bouches de métro, des grilles d'acier entourant les arbres seront jetées sur eux ... ;

C'est le sinistre PAPON qui était Préfet de police de PARIS, et le dénommé Roger FREY Ministre de l'Intérieur.

Le bilan sera lourd, très lourd : 8 morts, tous adhérents de la CGT (la plupart également membres du Parti Communiste Français).

Alors que certains s'évertuent à tenter de réécrire l'histoire ... nous, nous n'oublions pas.

## Droits des originaires de l'outre-mer : un stage réussi

Parmi les initiatives qu'il développe, le collectif interfédéral (UGFF, fédérations PTT, Santé-Action sociale, Services publics) de l'outre-mer a tenu pour la première fois, du 9 au 13 janvier 2006, une session de formation sur :

- les droits spécifiques des fonctionnaires originaires de l'outre-mer (congé bonifié, indemnité d'éloignement, dispositions particulières en matière de retraite,...) ;
- les conséquences de la traite négrière et de l'esclavage ;
- la bataille revendicative à mener pour la reconnaissance de la dette historique de l'Etat français ;
- l'engagement et la démarche de la CGT.

Durant les cinq jours de formation, les neuf stagiaires, venant des trois pans de la Fonction publique, ont pu approfondir ces sujets, par des échanges ouverts et sans dogmatisme. Leur évaluation globale du stage marque une satisfaction réelle et la volonté pour chacune et chacun de s'impliquer encore plus dans les batailles à venir pour le respect des droits des originaires de l'outre-mer. De nouvelles dates de stages seront très rapidement transmises aux composantes de l'UGFF-CGT.

**Ansanm, doubout pou yo respekt nou !**

*Février 1962 : le peuple manifeste.*

